

Lâ??IA au service de la guerre : comment les gÃ©ants de la technologie facilitent les crimes et lâ??occupation dâ??IsraÃ«l

Description

Lâ??agence MÃ©dia Palestine propose une traduction de cette analyse rÃ©alisÃ©e pour Al-Shabaka de Marwa Fatafta, Ã©crivaine, chercheuse et analyste politique palestinienne basÃ©e Ã Berlin.

Par Marwa Fatafta, le 26 octobre 2025



Les gÃ©ants Ã©tats-uniens de la technologie se prÃ©sentent comme des innovateurs Ã©thiques qui faÃ§onnent un monde meilleur grÃ¢ce Ã lâ??intelligence artificielle (IA) et au cloud computing. Pourtant, Ã Gaza, ces discours se sont effondrÃ©s. Les systÃ¨mes dâ??IA, les infrastructures cloud et les outils de surveillance fournis par des entreprises technologiques telles que Google, Amazon, Microsoft et Palantir sont dÃ©sormais indissociables de la campagne gÃ©nocidaire menÃ©e par IsraÃ«l contre les Palestiniens.

Introduction

Les gÃ©ants Ã©tats-uniens de la technologie se prÃ©sentent comme les architectes dâ??un monde meilleur, alimentÃ© par lâ??intelligence artificielle (IA), le cloud computing et les solutions basÃ©es sur les donnÃ©es. Sous des slogans tels que Â« AI for Good Â» (lâ??IA au service du bien), ils sâ??engagent Ã agir en tant que gardiens Ã©thiques des technologies qui remodÃ¨lent nos sociÃ©tÃ©s. Pourtant, Ã Gaza, ces discours se sont effondrÃ©s, tout comme les normes internationales et ce qui reste du soi-disant Ã©tat de droit.

La guerre gÃ©nocidaire menÃ©e par le rÃ©gime israÃ©lien Ã Gaza a attirÃ© lâ??attention sur le rÃ´le des grandes entreprises technologiques dans la facilitation des opÃ©rations militaires et le maintien de lâ??occupation. DerriÃ¨re la destruction israÃ©lienne se cachent des serveurs, des rÃ©seaux neuronaux et des systÃ¨mes logiciels construits et dÃ©ployÃ©s par certaines des entreprises les plus puissantes au monde. La militarisation croissante des technologies et des infrastructures numÃ©riques â?? particuliÃ¨rement visible dans le dÃ©ploiement par IsraÃ«l de systÃ¨mes basÃ©s sur lâ??IA et lâ??analyse de donnÃ©es Ã Gaza â?? a remodelÃ© les dÃ©bats sur la responsabilitÃ© et mis en Ã©vidence des lacunes critiques dans les cadres de gouvernance existants. Cette note dâ??orientation examine comment la frontiÃ¨re de la responsabilitÃ© des entreprises technologiques sâ??Ã©tend dÃ©sormais Ã la complicitÃ© potentielle dans les crimes de guerre, les crimes contre lâ??humanitÃ© et le gÃ©nocide, soulignant le besoin urgent de nouvelles approches pour rÃ©glementer la militarisation de lâ??IA.

Un gÃ©nocide alimentÃ© par lâ??IA

Le rÃ©gime israÃ©lien a dÃ©ployÃ© pour la premiÃ¨re fois des systÃ¨mes dâ??IA pour gÃ©nÃ©rer et hiÃ©rarchiser des cibles lÃ©tales lors du bombardement de Gaza qui a durÃ© 11 jours en mai 2021, une attaque violente et illÃ©gale que lâ??armÃ©e israÃ©lienne a ensuite qualifiÃ©e de premiÃ¨re Â« guerre de lâ??IA Â». Depuis lors, les forces dâ??occupation ont considÃ©rablement accru leur recours aux outils dâ??IA, utilisant le cloud computing et lâ??apprentissage automatique pour stocker et traiter de vastes volumes de donnÃ©es de surveillance (de lâ??imagerie satellite Ã lâ??interception de communications) afin dâ??automatiser lâ??identification et le classement des cibles Ã attaquer.

Au cÅ?ur de la guerre IA menÃ©e par IsraÃ«l se trouve le projet Nimbus, un contrat de 1,2 milliard de dollars dans le cadre duquel Google et Amazon ont fourni au gouvernement et Ã lâ??armÃ©e israÃ©liens une infrastructure cloud avancÃ©e et des capacitÃ©s dâ??apprentissage automatique. Au dÃ©but du gÃ©nocide, les forces israÃ©liennes se seraient appuyÃ©es presque exclusivement sur des systÃ¨mes de gÃ©nÃ©ration de cibles alimentÃ©s par lâ??IA, tels que Lavender, The Gospel et Whereâ??s Daddy, pour accÃ©lÃ©rer les massacres et les destructions de masse Ã Gaza. Ces plateformes absorbent des donnÃ©es de surveillance de masse sur lâ??ensemble de la population de Gaza afin de dÃ©terminer de maniÃ¨re algorithmique, Ã grande Ã©chelle : qui doit Ãªtre tuÃ©, quels bÃ¢timents doivent Ãªtre bombardÃ©s et quel niveau de Â« dommages collatÃ©raux Â» est jugÃ© acceptable.

Ces systÃ¨mes basÃ©s sur lâ??IA intÃ©riorisent de maniÃ¨re alarmante la logique gÃ©nocidaire de leurs opÃ©rateurs. Ils sont entraÃ®nÃ©s Ã traiter les civils comme des Â« terroristes Â», sâ??appuyant sur la logique gÃ©nocidaire des responsables israÃ©liens selon laquelle Â« il nâ??y a pas de civils innocents Ã Gaza Â». Parmi les efforts visant Ã automatiser le ciblage meurtrier, les commandants militaires auraient donnÃ© pour instruction aux soldats dâ??identifier et dâ??introduire autant de cibles que possible dans le systÃ¨me. Cela abaisse efficacement le seuil Ã partir duquel des individus sont dÃ©signÃ©s comme Â« militants du Hamas Â», jetant un large filet de sujets algorithmiquement signalÃ©s. MalgrÃ© son taux dâ??erreur Ã©levÃ©, le seul critÃ¨re appliquÃ© par les soldats israÃ©liens Ã la Liste Lavender des personnes Ã tuer Ã©tait le sexe de la cible, rendant ainsi tous les hommes palestiniens, enfants et adultes confondus, des cibles lÃ©gitimes. Dans la pratique, la technologie de lâ??IA a permis au rÃ©gime israÃ©lien de mettre en Å?uvre sa logique gÃ©nocidaire avec une efficacitÃ© impitoyable, rÃ©duisant les Palestiniens, leurs familles et leurs maisons Ã ce que lâ??armÃ©e appelle de maniÃ¨re effrayante des Â« cibles poubelles Â».

Si de nombreux dÃ©tails techniques des systÃ¨mes de ciblage IA israÃ©liens restent classifiÃ©s, il existe de nombreuses preuves crÃ©dibles que leur fonctionnalitÃ© dÃ©pend de lâ??infrastructure cloud et des capacitÃ©s dâ??apprentissage automatique dÃ©veloppÃ©es et maintenues par de grandes entreprises technologiques, notamment Google, Amazon, Microsoft et Palantir. Par consÃ©quent, la fourniture directe par les entreprises technologiques de systÃ¨mes numÃ©riques utilisÃ©s dans la guerre menÃ©e par IsraÃ«l soulÃ¨ve des questions urgentes quant Ã la complicitÃ© des entreprises dans de graves violations du droit international, notamment des actes pour lesquels la Cour pÃ©nale internationale (CPI) a Ã©mis des mandats dâ??arrÃªt Ã lâ??encontre du Premier ministre israÃ©lien Benjamin Netanyahu et de lâ??ancien ministre de la DÃ©fense Yoav Gallant.

Du code aux listes noires

Alors quâ??IsraÃ«l intensifiait son offensive sur Gaza, sa demande en technologies dâ??intelligence artificielle et de cloud computing, fournies par les gÃ©ants Ã©tats-uniens de la technologie, a rapidement augmentÃ©, intÃ©grant ainsi lâ??infrastructure des entreprises dans la machine de guerre. En mars 2024, Google a renforcÃ© ses liens avec le ministÃ¨re israÃ©lien de la DÃ©fense (IMOD) en signant un nouveau contrat visant Ã crÃ©er une Â« zone dâ??atterrissage Â» spÃ©cialisÃ©e dans son infrastructure cloud, permettant Ã plusieurs unitÃ©s militaires dâ??accÃ©der Ã ses technologies dâ??automatisation. Amazon Web Services (AWS), partenaire de Google dans le cadre du projet Nimbus, aurait fourni Ã la Direction du renseignement militaire israÃ©lien une batterie de serveurs dÃ©diÃ©s capable de stocker indÃ©finiment les donnÃ©es de surveillance collectÃ©es sur presque tous les habitants de Gaza.

Des rapports rÃ©cents ont Ã©galement documentÃ© lâ??expansion rapide des capacitÃ©s militaires israÃ©liennes basÃ©es sur lâ??IA, soulignant Ã quel point les partenariats croissants avec les entreprises technologiques ont accÃ©lÃ©rÃ© le dÃ©ploiement de systÃ¨mes avancÃ©s dans sa guerre contre Gaza. Selon des documents divulguÃ©s, Microsoft a hÃ©bergÃ© des Ã©lÃ©ments du programme de surveillance de masse de lâ??armÃ©e israÃ©lienne sur ses serveurs cloud, stockant des enregistrements de millions dâ??appels tÃ©lÃ©phoniques interceptÃ©s provenant de Palestiniens Ã Gaza et en Cisjordanie. Les forces dâ??occupation israÃ©liennes auraient utilisÃ© ces fichiers pour identifier des cibles Ã bombarder, faire chanter des individus, placer des personnes en dÃ©tention et Ã©galement pour justifier des meurtres aprÃ¨s coup. La dÃ©pendance de lâ??armÃ©e israÃ©lienne Ã lâ??Ã©gard de Microsoft Azure a augmentÃ© en consÃ©quence : au cours des six premiers mois de la guerre, son utilisation mensuelle moyenne a augmentÃ© de 60 %, tandis que lâ??utilisation des outils dâ??apprentissage automatique dâ??Azure a Ã©tÃ© multipliÃ©e par 64 par rapport aux niveaux dâ??avant-guerre. En mars 2024, lâ??utilisation des outils technologiques de Microsoft et dâ??OpenAI par les forces israÃ©liennes Ã©tait prÃ¨s de 200 fois supÃ©rieure Ã celle de la semaine prÃ©cÃ©dant le 7 octobre 2023. En outre, la quantitÃ© de donnÃ©es stockÃ©es sur les serveurs de Microsoft avait doublÃ© pour atteindre plus de 13 pÃ©taoctets.

Les rÃ©sultats de lâ??enquÃªte interne menÃ©e par Microsoft, annoncÃ©s en septembre 2025, ont finalement confirmÃ© quâ??une unitÃ© du ministÃ¨re israÃ©lien de la DÃ©fense avait effectivement utilisÃ© certains de ses services Ã des fins de surveillance interdites. En consÃ©quence, lâ??entreprise a suspendu certains services cloud et dâ??IA, admettant que sa technologie Ã©tait complice de pratiques contraires Ã ses conditions dâ??utilisation. Pourtant, la suspension des services de Microsoft Ã lâ??armÃ©e israÃ©lienne a Ã©tÃ© minime : de nombreux contrats et fonctions avec lâ??armÃ©e israÃ©lienne et dâ??autres organismes gouvernementaux responsables de violations

flagrantes des droits humains et de crimes atroces restent intacts. Bien que lâ??examen lui-mÃªme soit toujours en cours, cet aveu partiel met Ã nu la complicitÃ© de lâ??entreprise dans la machine militaire israÃ©lienne.

De plus, lâ??implication des grandes entreprises technologiques dans la guerre dâ??IsraÃ«l semble aller au-delÃ de la simple fourniture de services. Les ingÃ©nieurs de Microsoft auraient fourni une assistance technique Ã distance et sur place aux forces israÃ©liennes, notamment Ã lâ??unitÃ© 8200 (cyberopÃ©rations et surveillance) et Ã lâ??unitÃ© 9900 (renseignement gÃ©ospatial et ciblage). En fait, le ministÃ¨re israÃ©lien de la DÃ©fense a achetÃ© environ 19 000 heures de services dâ??ingÃ©nierie et de conseil Ã Microsoft, pour une valeur dâ??environ 10 millions de dollars. Amazon serait Ã©galement impliquÃ©, fournissant non seulement une infrastructure cloud, mais aussi une assistance directe pour la vÃ©rification des cibles des frappes aÃ©riennes. Le rÃ´le de Google soulÃ¨ve des inquiÃ©tudes supplÃ©mentaires : selon des documents internes, lâ??entreprise aurait crÃ©Ã© une Ã©quipe classifiÃ©e composÃ©e de ressortissants israÃ©liens disposant dâ??habilitations de sÃ©curitÃ©, chargÃ©e explicitement de recevoir des informations sensibles du gouvernement israÃ©lien qui ne pouvaient Ãªtre partagÃ©es avec lâ??ensemble de lâ??entreprise. Cette Ã©quipe est chargÃ©e de dispenser Â« une formation spÃ©cialisÃ©e avec les agences de sÃ©curitÃ© gouvernementales Â» et de participer Ã Â« des exercices conjoints et des scÃ©narios adaptÃ©s Ã des menaces spÃ©cifiques Â». Aucun accord comparable ne semble exister entre Google et un autre Ã?tat, ce qui souligne la portÃ©e exceptionnelle de sa collaboration avec le rÃ©gime israÃ©lien.

Le profit nâ??est pas le seul moteur de lâ??implication croissante des grandes entreprises technologiques auprÃ¨s de lâ??armÃ©e israÃ©lienne ; lâ??affinitÃ© politique joue Ã©galement un rÃ´le. Palantir Technologies, une sociÃ©tÃ© amÃ©ricaine dâ??analyse de donnÃ©es et de surveillance connue pour ses liens Ã©troits avec les agences de renseignement et de dÃ©fense, a ouvertement exprimÃ© son soutien Ã IsraÃ«l tout au long du gÃ©nocide de Gaza. Palantir sâ??est associÃ© Ã AWS pour fournir des outils conÃ§us pour aider ses clients, tels que lâ??armÃ©e israÃ©lienne, Ã Â« gagner dans le contexte de la guerre Â». La sociÃ©tÃ© a signÃ© un partenariat stratÃ©gique avec le ministÃ¨re israÃ©lien de la DÃ©fense afin de fournir des technologies soutenant directement la campagne gÃ©nocidaire. Microsoft entretient Ã©galement des liens de longue date avec lâ??armÃ©e et lâ??appareil sÃ©curitaire israÃ©liens, des liens si Ã©troits que Netanyahu a un jour dÃ©crit cette relation comme Â« un mariage fait au paradis mais reconnu ici sur terre Â».

En apportant un soutien direct aux opÃ©rations militaires israÃ©liennes, les entreprises technologiques ne se contentent pas de fournir des infrastructures ; elles facilitent et contribuent activement Ã la surveillance, au ciblage et Ã lâ??exÃ©cution dâ??actions qui violent le droit international. Dans une Ã©volution sinistre, le dÃ©ploiement de lâ??IA commerciale Ã Gaza marque une frontiÃ¨re effrayante : des systÃ¨mes autrefois conÃ§us pour optimiser la logistique et la prise de dÃ©cision Ã grande Ã©chelle gÃ©nÃ¨rent dÃ©sormais des listes dâ??Ã©limination, effacent des familles et rasent des quartiers entiers. Les technologies dÃ©veloppÃ©es et maintenues par les gÃ©ants de la tech sous-tendent dÃ©sormais la guerre, le nettoyage ethnique et le gÃ©nocide en Palestine, servant de prototype pour lâ??avenir de la guerre automatisÃ©e.

Lâ??avenir de la guerre

Le rÃ©gime israÃ©lien a officialisÃ© son engagement en faveur de la guerre automatisÃ©e en crÃ©ant une division de recherche dÃ©diÃ©e Ã lâ??IA au sein du ministÃ¨re de la DÃ©fense, chargÃ©e de faire progresser les capacitÃ©s militaires vers un avenir oÃ¹ Â« les champs de bataille compteront des Ã©quipes de soldats et des systÃ¨mes autonomes travaillant de concert Â». Cette initiative marque un tournant important vers la normalisation des combats basÃ©s sur lâ??IA. Les gouvernements occidentaux, notamment ceux de la France, de lâ??Allemagne et des Ã?tats-Unis, suivent une trajectoire similaire, se prÃ©cipitant pour intÃ©grer lâ??intelligence artificielle dans leurs systÃ¨mes dâ??armement et leurs forces armÃ©es. Ensemble, ces dÃ©veloppements positionnent IsraÃ«l non seulement comme un prÃ©curseur, mais aussi comme un modÃ¨le pour la prochaine Ã¨re de la guerre algorithmique.

ParallÃ¨lement, les grandes entreprises technologiques abandonnent les barriÃ¨res Ã©thiques quâ??elles sâ??Ã©taient elles-mÃªmes imposÃ©es afin de dÃ©crocher des contrats militaires. Au dÃ©but de lâ??annÃ©e, Google et OpenAI ont discrÃ¨tement renoncÃ© Ã leur engagement volontaire de ne pas dÃ©velopper dâ??IA Ã des fins militaires, signalant ainsi un rÃ©alignement plus large avec les secteurs de la sÃ©curitÃ© et de la dÃ©fense. Quelques semaines aprÃ¨s avoir modifiÃ© ses principes en matiÃ¨re dâ??IA, Google a signÃ© un partenariat officiel avec Lockheed Martin, le plus grand fabricant dâ??armes au monde et lâ??un des principaux fournisseurs dâ??armes de lâ??armÃ©e israÃ©lienne. En novembre 2024, Meta a annoncÃ© mettre ses grands modÃ¨les linguistiques, appelÃ©s Llama, Ã la disposition des agences gouvernementales amÃ©ricaines et des sous-traitants travaillant dans le domaine de la sÃ©curitÃ© nationale. Lockheed Martin a depuis intÃ©grÃ© Llama Ã ses opÃ©rations.

Dans la course Ã lâ??IA pour la guerre, Meta sâ??est Ã©galement associÃ© Ã Anduril, une start-up de technologie de dÃ©fense, afin de dÃ©velopper des dispositifs de rÃ©alitÃ© virtuelle et augmentÃ©e pour lâ??armÃ©e amÃ©ricaine. MalgrÃ© son statut dâ??organisation Ã but non lucratif, OpenAI a collaborÃ© avec Anduril pour dÃ©ployer sa technologie sur le champ de bataille. En outre, Palantir et Anthropic, une sociÃ©tÃ© de recherche et dÃ©veloppement en IA soutenue par Google, ont annoncÃ© un partenariat avec AWS afin de Â« fournir aux agences de renseignement et de dÃ©fense amÃ©ricaines un accÃ¨s Â» Ã ses systÃ¨mes dâ??IA.

La dÃ©cision de lâ??armÃ©e amÃ©ricaine dâ??accorder le grade de lieutenant-colonel Ã des cadres supÃ©rieurs de Palantir, Meta, OpenAI et Thinking Machines Labs et de les intÃ©grer comme conseillers au sein des forces armÃ©es est un indicateur rÃ©vÃ©lateur de la convergence croissante entre les grandes entreprises technologiques et les ministÃ¨res de la guerre. PrÃ©sentÃ©e comme un effort visant Ã Â« orienter des solutions technologiques rapides et Ã©volutives vers des problÃ¨mes complexes Â», cette initiative vise Ã rendre lâ??armÃ©e amÃ©ricaine Â« plus lÃ©gÃ¨re, plus intelligente et plus meurtriÃ¨re Â». Le symbolisme est difficile Ã ignorer : les dirigeants de la Silicon Valley ne se contentent plus de crÃ©er des outils pour le champ de bataille, ils sont dÃ©sormais officiellement intÃ©grÃ©s Ã sa structure de commandement.

La militarisation de lâ??IA dans un vide rÃ©glementaire

La militarisation de lâ??IA se dÃ©veloppe rapidement en lâ??absence de cadres rÃ©glementaires en vigueur. Alors que les Ã?tats continuent de dÃ©battre des normes relatives aux armes autonomes Ã lâ??ONU, aucun traitÃ© international contraignant ne rÃ©git spÃ©cifiquement leur dÃ©veloppement ou leur dÃ©ploiement. Les technologies Ã double usage, telles que les LLM et lâ??infrastructure

cloud, qui sont dÃ©sormais intÃ©grÃ©es dans les opÃ©rations militaires, sont encore moins rÃ©glementÃ©es. Les rÃ©centes discussions nationales et mondiales et les propositions rÃ©glementaires concernant la gouvernance de lâ??IA, qui se concentrent souvent sur la protection de la vie privÃ©e et des droits humains, Ã©ludent largement lâ??impact dÃ©vastateur des systÃ¨mes dâ??IA dans les zones de conflit. Lâ??exemple le plus Ã©loquent de ce dÃ©calage est la signature par IsraÃ«l du traitÃ© du Conseil de lâ??Europe sur lâ??IA, qui traite des droits de lâ??homme, de la dÃ©mocratie et de lâ??Ã?tat de droit, alors que des informations crÃ©dibles faisaient Ã©tat de son utilisation de lâ??IA pour cibler des objectifs Ã Gaza. Si le traitÃ© contient de nombreuses rÃ©serves qui limitent son efficacitÃ©, la signature dâ??IsraÃ«l dans le contexte dâ??une campagne gÃ©nocidaire en cours souligne le profond dÃ©calage entre les normes juridiques en cours dâ??Ã©laboration et le dÃ©ploiement sur le champ de bataille des technologies quâ??elles cherchent Ã rÃ©glementer.

ParallÃ¨lement, les lignes directrices ou les mÃ©canismes de droit souple sont systÃ©matiquement ignorÃ©s. Les Principes directeurs des Nations unies relatifs aux entreprises et aux droits de lâ??homme (UNGPs), qui dÃ©finissent Ã la fois les obligations des Ã?tats et les responsabilitÃ©s des entreprises en matiÃ¨re dâ??identification et dâ??attÃ©nuation des risques liÃ©s aux droits humains, sont souvent ignorÃ©s par les entreprises technologiques. Alors que ces principes stipulent clairement que les entreprises opÃ©rant dans des zones de conflit doivent traiter le risque de contribuer Ã des violations flagrantes des droits humains et du droit international humanitaire comme une question de conformitÃ© juridique, les entreprises technologiques continuent de sâ??y conformer de maniÃ¨re sÃ©lective. Lâ??aveu tardif de Microsoft selon lequel le rÃ©gime israÃ©lien a utilisÃ© son infrastructure cloud pour surveiller massivement la population de Gaza en est un exemple typique. En mai 2025, Microsoft a niÃ© avoir permis au rÃ©gime israÃ©lien de nuire aux Palestiniens par le biais dâ??une surveillance massive, avant de faire marche arriÃ¨re quelques mois plus tard en admettant Ã demi mot lâ??utilisation impropre de sa technologie. Comme mentionnÃ© prÃ©cÃ©demment, cet aveu rÃ©vÃ¨le Ã quel point les entreprises manquent Ã leur responsabilitÃ©, en vertu des Principes directeurs, dâ??identifier et dâ??attÃ©nuer ces prÃ©judices.

Dans ce contexte, le droit pÃ©nal international reste insuffisant pour traiter la complicitÃ© des entreprises dans les crimes de guerre. Le droit coutumier et le Statut de Rome limitent la responsabilitÃ© pÃ©nale aux personnes physiques, excluant les entreprises en tant que personnes morales. Par consÃ©quent, la responsabilisation des entreprises vis-Ã -vis de leur implication dans la commission et la perpÃ©tuation de crimes atroces, notamment le gÃ©nocide, les crimes de guerre et les crimes contre lâ??humanitÃ©, constitue un combat juridique Ã part entiÃ¨re.

Alors que la perspective de voir un dirigeant du secteur technologique comparaÃ®tre devant un tribunal pour avoir aidÃ© et encouragÃ© des crimes internationaux peut sembler lointaine, mÃªme les appels modestes en faveur dâ??une rÃ©glementation et dâ??une responsabilisation sont de plus en plus contestÃ©s. Lâ??administration Trump a intÃ©grÃ© les grandes entreprises technologiques dans sa quÃªte plus large de domination mondiale, rendant ainsi les gÃ©ants de lâ??industrie intouchables. En accord avec les lobbyistes du secteur, Trump sâ??est engagÃ© Ã sâ??opposer Ã toute rÃ©glementation du secteur technologique au niveau national et a dÃ©jÃ commencÃ© Ã dÃ©manteler les mÃ©canismes de contrÃ´le. Les sanctions infligÃ©es Ã la rapporteuse spÃ©ciale des Nations unies pour la Palestine, Francesca Albanese, Ã la suite de la publication de son rapport sur la complicitÃ© des entreprises dans lâ??occupation illÃ©gale et le gÃ©nocide perpÃ©trÃ©s par IsraÃ«l, illustrent encore davantage le climat actuel dans lequel le gouvernement amÃ©ricain et les entreprises

se serrent les coudes pour se protÃ©ger de toute poursuite en justice et de toute obligation de rendre des comptes. AggravÃ©e par un prÃ©jugÃ© anti-palestinien profondÃ©ment ancrÃ© et le double standard persistant entourant les crimes et lâ??occupation dâ??IsraÃ«l, cette dynamique a crÃ©Ã© un environnement juridique et politique permissif qui protÃ¨ge le secteur technologique des regards. En consÃ©quence, les entreprises technologiques peuvent continuer Ã concevoir, dÃ©ployer et soutenir des systÃ¨mes de ciblage basÃ©s sur lâ??IA et des technologies de surveillance de masse en collaboration directe avec lâ??occupation militaire israÃ©lienne, sans contrÃ´le ni responsabilitÃ©.

Dans ce contexte de crise de la responsabilitÃ©, les travailleurs du secteur technologique jouent un rÃ´le de plus en plus important dans la dÃ©nonciation de la complicitÃ© des entreprises. Alors que les dirigeants renforcent leurs liens commerciaux avec le rÃ©gime israÃ©lien, la dissidence au sein de lâ??industrie technologique continue de croÃ®tre, car de plus en plus dâ??employÃ©s refusent de dÃ©velopper des outils qui permettent le gÃ©nocide, la colonisation et lâ??apartheid. Le licenciement rÃ©cent de travailleurs de Microsoft qui protestaient contre le rÃ´le de lâ??entreprise dans le gÃ©nocide perpÃ©trÃ© par IsraÃ«l Ã Gaza a trouvÃ© un Ã©cho chez Google, oÃ¹ des employÃ©s ont subi des reprÃ©sailles pour sâ??Ãªtre opposÃ©s Ã la collaboration avec lâ??armÃ©e et les agences de sÃ©curitÃ© israÃ©liennes. Les organisateurs de groupes tels que No Tech for Apartheid et la Tech Workers Coalition ont jouÃ© un rÃ´le central dans la dÃ©nonciation de lâ??implication profonde de lâ??industrie dans la violence dâ??Ã?tat, souvent mise en Å?uvre par le biais de contrats militaires opaques et non divulguÃ©s.

Recommandations

Alors que la rÃ©sistance au sein de lâ??industrie technologique continue de croÃ®tre, la sociÃ©tÃ© civile palestinienne et les mouvements de solidaritÃ© mondiale doivent intensifier leurs efforts pour dÃ©manteler les structures qui dÃ©shumanisent les Palestiniens et les traitent comme des cobayes pour de nouvelles technologies de guerre.

Tout dâ??abord, pour lutter contre la complicitÃ© des entreprises, il faut sâ??attaquer aux partenariats de recherche impliquant des entitÃ©s privÃ©es, notamment des entreprises commerciales et des institutions universitaires, qui collaborent au dÃ©veloppement et Ã la mise Ã lâ??Ã©chelle de technologies militarisÃ©es. Il faut Ã©galement examiner les flux financiers, les flux commerciaux et les liens Ã©conomiques plus larges qui soutiennent et lÃ©gitiment le secteur technologique militarisÃ© dâ??IsraÃ«l. Souvent dÃ©crite comme le Â« moteur de la croissance Â», lâ??industrie high-tech israÃ©lienne dÃ©pend structurellement des capitaux privÃ©s et Ã©trangers. Environ 91 % de son financement provient du secteur privÃ©, et environ 80 % des investissements en capital-risque proviennent de lâ??Ã©tranger. Ces chiffres soulignent Ã quel point les investisseurs internationaux, les universitÃ©s et les entreprises sont directement impliquÃ©s dans le financement et la lÃ©gitimation de lâ??appareil technologique militaire israÃ©lien. Les gouvernements, les rÃ©gulateurs et la sociÃ©tÃ© civile devraient faire pression pour obtenir la transparence des flux financiers, subordonner les partenariats au respect du droit international et poursuivre le dÃ©sinvestissement ou les sanctions contre les entreprises complices de crimes atroces et de violations systÃ©matiques des droits humains.

DeuxiÃ¨mement, les efforts de la sociÃ©tÃ© civile et les initiatives juridiques axÃ©es sur la responsabilitÃ© doivent mettre davantage lâ??accent sur les infrastructures numÃ©riques qui sous-tendent les crimes dâ??IsraÃ«l, non seulement Ã Gaza, mais aussi en Cisjordanie. Le Bureau du

Procureur de la CPI a rÃ©cemment publiÃ© son premier plan dâ??action sur les enquÃªtes et les poursuites relatives aux crimes commis par voie Ã©lectronique, reconnaissant enfin la dimension numÃ©rique des crimes atroces commis aujourdâ??hui. Si la poursuite des dirigeants du secteur technologique pour complicitÃ© dans ces crimes est une entreprise complexe et de longue haleine, semÃ©e dâ??embÃ»ches en matiÃ¨re de preuve, dâ??intention et de compÃ©tence, elle offre nÃ©anmoins une voie qui mÃ©rite dâ??Ãªtre explorÃ©e.

Lâ??avis consultatif de la Cour internationale de justice de 2024 sur lâ??illÃ©galitÃ© de lâ??occupation israÃ©lienne indique clairement que les Ã?tats ont lâ??obligation de sâ??abstenir de soutenir ou de maintenir cette prÃ©sence illÃ©gale. Cet avis ouvre la voie Ã des poursuites judiciaires non seulement contre les gouvernements qui entretiennent des liens Ã©conomiques ou militaires avec IsraÃ«l, mais aussi contre les entreprises domiciliÃ©es dans ces Ã?tats dont les technologies facilitent concrÃ¨tement le nettoyage ethnique et lâ??occupation. Les acteurs de la sociÃ©tÃ© civile devraient utiliser cet avis pour faire pression sur les Ã?tats afin quâ??ils rÃ©glementent lâ??implication de ces entreprises, engager des poursuites judiciaires lorsque celles-ci ne se conforment pas Ã la loi et plaider en faveur du dÃ©sinvestissement des entreprises qui continuent Ã fournir des infrastructures numÃ©riques au rÃ©gime israÃ©lien.

TroisiÃ¨mement, il est essentiel de renforcer les alliances entre les dÃ©fenseurs juridiques et les travailleurs du secteur technologique. Ces collaborations peuvent mettre au jour des contrats militaires opaques, renforcer la collecte de preuves et amplifier la dissidence interne au sein de lâ??industrie. En reliant les stratÃ©gies juridiques Ã la rÃ©sistance menÃ©e par les travailleurs, ces alliances peuvent Ã la fois remettre en cause la complicitÃ© inhÃ©rente aux infrastructures numÃ©riques de la guerre et de lâ??apartheid et jeter les bases de futurs mÃ©canismes de responsabilisation.

Enfin, la mise en place de mÃ©canismes clairs de responsabilisation pour lâ??IA militaire nÃ©cessite que les gouvernements, les rÃ©gulateurs et la sociÃ©tÃ© civile collaborent pour combler les lacunes juridiques et remodeler le paysage technologique mondial dans le respect du droit international. La responsabilisation des grandes entreprises technologiques est particuliÃ¨rement urgente compte tenu de lâ??utilisation croissante de lâ??IA dans la guerre et, par consÃ©quent, de lâ??ampleur, de la rapiditÃ© et de lâ??opacitÃ© accrues de la force meurtriÃ¨re gÃ©nÃ©rÃ©e par lâ??IA. Dans le cas de la Palestine, les technologies dâ??IA fournies par les grandes entreprises technologiques ont jouÃ© un rÃ´le central en permettant au rÃ©gime israÃ©lien de mener une campagne gÃ©nocidaire Ã Gaza avec une ampleur et une cruautÃ© sans prÃ©cÃ©dent. La responsabilisation de ces entreprises est donc un Ã©lÃ©ment central de la recherche plus large de justice et de responsabilitÃ© pour les crimes de guerre commis par IsraÃ«l.

Traduction : JB pour lâ??Agence MÃ©dia Palestine
Source : Al-Shabaka

date crÃ©Ã©e
2025/10/28